

MAISON DE LA PLAINE

Association sans but lucratif (Loi du 1^{er} juillet 1901)

Déclarée à la Préfecture du Val d'Oise le 17 juin 2014

Siège social : 10 place Culcheth – 95320 SAINT LEU LA FORET

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS
RELATIF A L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

MAISON DE LA PLAINE

Association sans but lucratif (Loi du 1^{er} juillet 1901)

Déclarée à la Préfecture du Val d'Oise le 17 juin 2014

Siège social : 10 place Culcheth – 95320 SAINT LEU LA FORET

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

RELATIF A L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

Aux adhérents,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association MAISON DE LA PLAINE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations qui selon notre jugement professionnel ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur les montants de certaines subventions enregistrées en comptabilité qui ne seront arrêtés qu'une fois contrôlées par leurs financeurs. Dans l'attente, nous avons estimé le caractère raisonnable des estimations retenues pour l'arrêté des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Paris, le 4 juin 2025

FITECO
Commissaire aux Comptes



Pascal ANGLARD

DESCRIPTION DETAILLEE DES RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

MAISON DE LA PLAINE
10 place Culcheth 95320 SAINT LEU LA FORET

BILAN ACTIF AU 31 12 2024

Rubriques	Montant Brut	Amortissements & provisions	31/12/2024	31/12/2023
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciel	6 406	2 035	4 371	0
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains et agencements de terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel, outillage				
Autres immobilisations corporelles	54 524	48 421	6 103	7 314
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Autres immobilisations financières				
Prêts				
ACTIF IMMOBILISE	60 930	50 456	10 474	7 314
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
Avances et acomptes versés sur commandes				
CREANCES				
Créances redevables et comptes rattachés	1 606			1 151
Autres créances	173 203	0		127 354
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	85 266	0		106 051
Caisse	3 373			2 345
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance				
ACTIF CIRCULANT	263 447	0	0	236 901
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
TOTAL GENERAL	324 377	50 456	10 474	244 215

10 place Culcheth 95320 SAINT LEU LA FORET

Rubriques	31/12/2024	31/12/2023
Fonds propres sans droit de reprise: <i>(dont fonds propres statutaire)</i> <i>(dont Dotations non consommables)</i> <i>(dont Fonds propres Complémentaires)</i> Fonds associatifs avec droit de reprise : <i>(dont fonds statutaires (Apport, dons et legs))</i> <i>(dont fonds propres complémentaires)</i> Ecart de réévaluation Réserves : Réserves statutaires ou contractuelles Réserves pour projet de l'établissement Autres Réserves Report à nouveau Résultat de l'exercice (excédent ou déficit) Situation nette (sous total) : Fonds propres consommables Subventions d'investissement Provisions réglementées	 24 327 137 973 6 356 168 656 1 271	 24 327 143 035 (5 062) 162 300 2 026
FONDS PROPRES	169 927	164 326
Fonds reportés liés aux legs et donation Fonds dédiés		
FONDS REPORTEES ET DEDIEES	0	0
Provisions pour risques Provisions pour charges		
PROVISIONS	0	0
Dettes financières Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit Emprunts et dettes financières divers Avances et acomptes reçus sur commandes en cours Dettes d'exploitation Dettes fournisseurs et comptes rattachés Dettes fiscales et sociales Dettes diverses Dettes sur immobilisations et comptes rattachés Autres dettes Comptes de régularisation Produits constatés d'avance	 16 404 62 820 24 770	 18 792 61 096
DETTEES	103 994	79 888
TOTAL GENERAL	273 921	244 215

MAISON DE LA PLAINE
10 place Culcheth 95320 SAINT LEU LA FORET

COMPTE DE RESULTAT AU 31 12 2024

Rubriques	2024	2023	Variations 2024/2023
Cotisations			
Prestations de services - Dotations et produits de tarification	21 649	20 791	858
Produits des activités annexes			
Subventions d'exploitation			
Ventes de biens et services			
Produits de tiers financeurs			
Concours publics et subventions d'exploitation	483 036	453 830	29 206
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommation			
Ressources liées à la générosité du public			
Contributions financières			
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges			
Utilisations des fonds dédiés			
Autres produits	37 845	31 820	6 025
PRODUITS D'EXPLOITATION	542 530	506 441	36 089
Achats de matières premières et autres approvisionnements	6 644	7 797	(1 153)
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			
Autres achats et charges externes	86 503	71 981	14 522
Aides financières			
Impôts, taxes et versements assimilés	6 777	8 920	(2 143)
Salaires et traitements	328 156	322 999	5 157
Charges sociales	107 656	102 267	5 389
Dotations aux amortissements sur immobilisations	3 799	2 818	981
Dotations aux provisions sur actifs circulants			
Dotations aux provisions pour risques et charges			
Reports en fonds dédiés			
Autres charges	7		7
CHARGES D'EXPLOITATION	539 541	516 782	22 760
RESULTAT D'EXPLOITATION	2 989	(10 341)	13 329
Autres intérêts et produits assimilés	2 613	2 273	340
Reprises sur provisions et transferts de charges			
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			
PRODUITS FINANCIERS	2 613	2 273	340
Dotations financières aux amortissements et provisions			
Intérêts et charges assimilées			
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			
CHARGES FINANCIERES			
RESULTAT FINANCIER	2 613	2 273	340
RESULTAT COURANT	5 602	(8 068)	13 669

MAISON DE LA PLAINE
10 place Culcheth 95320 SAINT LEU LA FORET

COMPTE DE RESULTAT AU 31 12 2024

Rubriques	2024	2023	Variations 2024/2023
Sur opérations de gestion	755	3 677	(2 922)
Sur opérations en capital			
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges			
Quote-part de subventions d'inv virée au résultat			
PRODUITS EXCEPTIONNELS	755	3 677	(2 922)
Sur opérations de gestion		672	(672)
Sur opérations en capital			
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions			
CHARGES EXCEPTIONNELLES		672	(672)
RESULTAT EXCEPTIONNEL	755	3 005	(2 250)
REPORT DES RESSOURCES NON UTILISEES DES EX. ANTERIEURS			
ENGAGEMENTS A REALISER SUR RESSOURCES AFFECTEES			
IMPOTS SUR LES SOCIETES			
TOTAL DES PRODUITS	545 897	512 391	33 506
TOTAL DES CHARGES	539 541	517 453	22 088
RESULTAT DE L'EXERCICE	6 356	(5 062)	11 418

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat	58 444	74 024
TOTAL	58 444	74 024
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole	58 444	74 024
TOTAL	58 444	74 024

1 – PRESENTATION DES COMPTES

La Maison de la Plaine, située à Saint-Leu-La-Forêt, est un centre social et culturel associatif qui a ouvert ses portes en avril 2003.

Initiée par la ville de Saint-Leu-La-Forêt et constituée en association, la Maison de la Plaine a pour objectif d'impulser des actions favorisant les rencontres entre toutes les générations, de permettre l'ouverture intellectuelle et sociale ainsi que la formation civique de chacun, de promouvoir des activités éducatives, sociales et culturelles au service de la démocratie et de la solidarité.

Ses principales activités sont :

- L'Accueil Collectif de Mineur (ACM) pour les 6/17 ans
- Les chantiers éducatifs pour les 16/25 ans
- Les actions de parentalité
- Les activités adultes seniors
- L'accompagnement scolaire
- Gestion d'une crèche depuis le 1^{er} janvier 2022 à la suite de la fusion avec l'association Les Loupandises.

Pour la réalisation de ses actions, elle bénéficie de concours publics et subventions de la Ville de Saint Leu La Forêt, la CAF et la CNAV.

2- METHODES GENERALES

L'association a arrêté ses comptes en respectant les prescriptions du règlement 2014-03 du plan comptable général et des règlements ANC 2018-06 et 209-04 relatifs aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif et ESMS.

Convention de principe

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,

et conformément aux règles d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments est la méthode des coûts historiques.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont constituées de logiciels totalement amortis.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction des durées d'utilisation prévue :

- Logiciels Linéaire 3 ans
- Matériel et outillage Linéaire 3 à 10 ans
- Agencement Linéaire 7 à 10 ans
- Matériel de bureau Linéaire 3 ans
- Mobilier de bureau Linéaire 4 à 10 ans

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

3 – TABLEAU DES IMMOBILISATIONS

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles	1 224	5 182		6 406
Immobilisations corporelles	52 745	1 779		54 524
Immobilisations financières				0
Total	53 970	6 961	0	60 930

4 – TABLEAU DES AMORTISSEMENTS

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : amortissements de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	1 224	811		2 035
Immobilisations corporelles	45 432	2 989		48 421
Immobilisations financières				0
Total	46 656	3 800	0	50 456

5 – TABLEAU DES PROVISIONS

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Provisions au début de l'exercice	Augmentations : Dotations de l'exercice	Diminutions : Reprises de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Provisions réglementées				
Provisions pour risques				
Provisions pour charges				
Provisions pour dépréciations				
TOTAL	0	0	0	0

6 – ETAT DES CREANCES ET DES DETTES

Créances (a)	Montant brut	Liquidités de l'actif		Dettes (b)	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an			Echéances à moins d'un an	Echéances	
							A plus d'un an	A plus de cinq ans
Créances de l'actif immobilisé				Emprunts obligataires convertibles				
Créances rattachées à des participations				Autres emprunts obligataires				
Prêts				Emprunts et dettes auprès des Ets. de crédit dont : - à deux ans au maximum à l'origine - à plus de deux ans à l'origine				
Dépôts et cautions								
Créances de l'actif circulant								
Créances clients et comptes rattachés	1 606	1 606		Dettes fournisseurs et comptes rattachés	16 404	16 404		
Autres	173 203	173 203		Dettes fiscales et sociales	62 820	62 820		
Charges constatées d'avance				Autres dettes				
				Produits constatés d'avance	24 770	24 770		
TOTAL	174 809	174 809	0	TOTAL	103 994	103 994		
(a) Non compris les avances et acomptes versés sur commandes en cours								
(b) Non compris les avances et acomptes versés sur commandes en cours								

7 – CREANCES A RECEVOIR

Total	173 203 €
Dont	
Soldes de subventions	148 379 €

8 – AVANCES ET ACOMPTES RECUS

NEANT

9 – CHARGES CONSTATEES D'AVANCE

NEANT

10 – FONDS ASSOCIATIFS

Les fonds associatifs se composent des excédents et déficits des exercices antérieurs d'un montant de 169 927 € au 31 décembre 2024 en augmentation de 5 601 €.

11 – DETAIL DES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES

Comptes fournisseurs	
Total	16 404 €
dont	
Factures non parvenues	16 404 €

12 – DETAIL DES DETTES FISCALES ET SOCIALES

<i>a) Organismes sociaux et fiscaux</i>	26 451 €
<i>b) Dettes concernant les congés payés</i>	36 369 €

13 – PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

Total :	24 770 €
---------	----------

14 – INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

La Mairie de Saint Leu La Forêt met gratuitement à la disposition de l'Association, depuis sa création, le bâtiment situé 10, place Culcheth, le bâtiment situé 67, rue Jacques Prévert et un local situé au gymnase Jean Moulin tous à Saint Leu La Forêt ainsi que diverses autres prestations (eau, électricité, téléphone, entretien, etc).

Le temps consacré par les bénévoles à notre Association a été évaluée à **environ 58 444 €** contre 74 024 € sur l'exercice précédent.

L'estimation du bénévolat prend en compte le nombre d'heures passées :

- Par les bénévoles pour l'accompagnement scolaire et les autres activités
- Par les administrateurs, les membres du Bureau
- Par les permanences des parents pour la Halte-Garderie

Ces heures sont valorisées au taux horaire du SMIC ou au taux horaire appliqué à certains vacataires, majoré du taux des charges sociales de l'association.

16 - ENGAGEMENTS HORS BILAN

- Location de matériel de bureau

Les loyers TTC restant à payer s'élèvent à 12 672 € dont 3 168 € à moins d'un an.